



« LA PHILOSOPHIE DE L'ÉCONOMIE D'AUTOSUFFISANCE »

Non Sila Leng, Thaïlande

Période de mise en œuvre : 1970 (mis en place) | Étude de cas rédigée en 2007

La « Philosophie de l'Économie d'autosuffisance » (PEA) est une approche du développement qui se fonde sur le bouddhisme pour créer un développement durable en intégrant les dimensions physique, sociale et spirituelle. La pratique porte sur la mise en oeuvre de la PEA dans une communauté villageoise (depuis 1978) comprenant une rizerie, une banque de bétail, une nouvelle approche de l'agriculture, l'agriculture biologique, une coopérative, l'horticulture et l'entretien de sites spirituels. Ces activités sont conditionnées par la répartition de l'espace en différentes zones correspondant aux moyens de subsistance, à l'environnement et à la spiritualité. La PEA a pour but de créer une capacité d'autosuffisance pour que les villageois puissent survivre dans les régions rurales en intégrant la dimension du développement physique, du développement social et du développement spirituel. La capacité d'autosuffisance s'obtient grâce à la réduction des frais de déplacement et de l'achat d'engrais onéreux, et la création de sources de revenus basées sur la production locale.



L'**Observatoire villes inclusives** a été lancé en 2008 par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains dans le but de créer un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale. L'initiative a été développée avec le soutien scientifique du professeur Yves Cabannes (University College London) et du Centre d'études sociales (CES) de l'université de Coimbra. À l'heure actuelle, l'Observatoire contient plus de soixante études de cas développées principalement entre 2008 et 2010. Bien que nombre de ces études fassent référence à des politiques déjà finalisées, elles ont encore beaucoup à offrir : de la capitalisation des connaissances acquises par d'autres gouvernements locaux à la découverte de moyens alternatifs pour relever les défis locaux sur l'inclusion sociale.

Contexte

L'administration locale de la Thaïlande est basée sur le concept de la décentralisation, permettant à la population locale de participer aux affaires locales selon la législation et les réglementations correspondantes. Dans le cadre de la structure administrative existante, l'autorité est transférée de la capitale à la région puis aux régions locales. En règle générale, la politique et la planification thaïlandaises combinent des approches du sommet vers la base et vice-versa, tandis que le système de l'administration publique du pays est toujours très centralisé. Le programme thaïlandais de décentralisation était connu au départ sous le nom de Ngoen Pan (« Transférez l'argent »), ou programme de développement des Tambon. *Tambon* est une unité géographique thaïlandaise désignant un petit groupe de villages. Un certain nombre de *tambons* constitue un district. La plupart des provinces comptent 10-20 districts. Le Programme de développement de Tambon a été lancé en 1975, mais l'idée de la mise en place d'autorités locales de base dans les régions rurales n'a pris corps que pendant les années 1990, au moment de la démocratisation du système politique. La Loi sur la décentralisation de 1999 a fixé un objectif de décentralisation fiscale consistant à accroître la part de la dépense des autorités locales à au moins 20% de la dépense nationale totale à l'horizon 2001, et à, au moins, 35% à l'horizon 2006. Cela impliquait non seulement un transfert intergouvernemental des services mais aussi une véritable décentralisation fiscale, devenue également une importante compétence juridique. Le système d'autonomie locale diffère des systèmes d'administration centrale et d'administration locale. Il comprend quelque 7 800 autorités locales dans tout le pays, divisées en cinq catégories. Ces autorités locales sont placées sous le contrôle et la supervision des gouverneurs provinciaux et des fonctionnaires de district qui, avec le ministre de l'Intérieur, ont la compétence pour approuver leurs plans budgétaires annuels et les réglementations locales, dissoudre les conseils locaux et révoquer les conseillers locaux.

Échelon institutionnel de mise en œuvre de la politique : Division de district /village

Description complète – Présentation de la politique

La philosophie de l'économie d'autosuffisance (PEA) est une approche basée sur le bouddhisme et mise en place par sa Majesté le roi de Thaïlande. Cette philosophie a été conçue comme une alternative au développement général. L'idée sous-jacente consiste à créer un développement durable en intégrant les dimensions physiques, sociales et spirituelles dans les communautés rurales. Elle est axée sur trois principes : (1) la modération est suffisante pour s'immuniser contre les chocs externes et internes à travers la planification et la mise en œuvre ; (2) le bon sens dicte l'application des connaissances avec sagesse et prudence ; et (3) l'auto-immunité renforce la communauté pour faire face aux impacts négatifs des événements extérieurs. Cette politique porte sur la mise en place du concept d'économie d'autosuffisance dans la communauté villageoise par le biais de plusieurs projets : une rizerie, une banque de bétail, une nouvelle approche de l'agriculture, l'agriculture biologique, une coopérative, l'horticulture et le maintien des lieux spirituels. D'une manière significative, ces activités sont conditionnées par une forme spécifique de gestion de la terre impliquant une division des terres en trois espaces : zones de subsistance, zones environnementales et zones spirituelles.

Antécédents / origines

La philosophie de l'économie d'autosuffisance (PEA) a été utilisée pour la première fois en 1974 lorsque Sa Majesté le roi Bhumibhol a conseillé aux partisans enthousiastes de la modernisation totale de l'économie thaïlandaise de considérer l'« autosuffisance » comme un objectif plus

approprié. Depuis les années 1950, le monarque avait parcouru toutes les régions rurales de la Thaïlande et avait créé des centres d'études dans différentes régions pour encourager la recherche sur le développement potentiel de chaque région en fonction de ses ressources.

Suite à la crise de l'économie asiatique de 1997 pendant laquelle de nombreuses entreprises thaïlandaises ont fait faillite, le roi a souligné que ce concept était la voie pour la reprise économique qui mènerait à une économie plus solide et plus durable. Depuis 2001, un groupe d'économistes étudie la PEA pour l'appliquer au développement thaïlandais. La PEA est appliquée à différents domaines de l'activité économique allant des entreprises à l'agriculture.

Dans le village objet de cette étude, la PEA a été mise en place il y a environ 30 ans par Thavorn, un « moine bouddhiste du développement ». Dès son arrivée, le moine a œuvré pour le développement du village, auquel il a consacré ses efforts, son savoir et ses ressources pendant presque 30 ans. Presque tous les villageois croyaient et participaient à ses projets de développement, qui impliquaient la réduction des dépenses et l'autosuffisance. La pratique se fonde sur des réseaux existants, incluant les villages voisins, le parrainage du roi et le soutien du gouvernement.

Objectifs de la politique

La PEA a pour but de renforcer la capacité des villageois à se suffire à eux-mêmes pour survivre dans les régions rurales, en intégrant les dimensions du développement physique, du développement social et du développement spirituel. L'autosuffisance est encouragée par le biais de la réduction des dépenses liées aux déplacements ou à l'achat d'engrais, et de la création de ressources de revenus issus de la production locale. Elle relève également de l'usage durable de l'environnement, y compris les pratiques agricoles et la distribution des terres. Enfin, l'autosuffisance implique aussi la création et le maintien d'un système d'échange de connaissances par le biais de visites régulières au temple bouddhiste. Ainsi, le temple est aussi un lieu de pratique des principes essentiels de la PEA en matière d'agriculture.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

Le village de Non Sila leng met en œuvre la PEA à travers l'intégration des dimensions socioéconomiques, physiques et spirituelles des besoins humains, basée sur l'empathie bouddhiste envers les êtres humains et la nature. Il existe 321 ménages dans ce village et la population est d'environ 1 305 habitants. Presque tous les villageois sont agriculteurs. Différentes pratiques ont été progressivement introduites par Thavorn, le moine du développement, qui est aussi devenu le leader reconnu de la communauté.

La devise de la rizerie, lieu central de distribution de cette denrée, est « le bonheur ensemble ». La rizerie maintient les bénéfices des agriculteurs en réduisant le nombre d'intermédiaires intervenant dans la chaîne de production. Elle dessert non seulement ce village, mais aussi la zone environnante. Le riz est acheté directement aux exploitations et il est transformé en produits qui portent le nom de la coopérative, distribués ensuite et vendus sur les marchés thaïlandais et internationaux. Étant donné qu'il s'agit de riz biologique, l'écologie de la rizière est d'une grande qualité.

La banque de bétail et de buffles fonctionne depuis 2000. Actuellement, elle compte 1 930 vaches. Son but n'est pas lucratif. Elle dessert les villageois et la région des environs. Les agriculteurs peuvent emprunter une vache ou un buffle à la banque. De plus, les agriculteurs obtiennent du compost pour leurs champs, ce qui fait de la PEA une agriculture biologique et réduit l'utilisation d'engrais chimiques dans les champs.

La coopérative est conçue pour aider les agriculteurs qui rencontrent des problèmes agricoles dans le nord-est du pays. Elle gère des activités pour ses membres ; elle vend leur riz, les semences et les engrais biologiques ; elle distribue les produits à la rizerie et dirige la banque de bétail. En juin 2006, le nombre de ses membres s'élevait à 2 315, étant au départ de 104. La coopérative emploie 5 salariés, qui ne paient pas de loyer étant donné que Thavorn finance leur hébergement.

Le domaine du développement spirituel comprend quatre sites sacrés. Le temple est une zone de non-violence pour les personnes et l'environnement. Le temple de Nonsileng est un lieu central d'échange d'information et un point de rencontre pour les manifestations bouddhistes et les activités de développement du village. Thavorn a mis en place un plan de rotation annuelle pour que les villageois se rendent au temple. Ceux-ci vont au temple par groupes tous les mois, ils se connaissent et partagent de l'information sur le développement. Ainsi, le temple est une sorte de laboratoire où l'on présente les pratiques agricoles à travers la gestion collective des pâturages, d'une zone de plantation, d'une zone pour la culture du riz, d'un étang, de petites maisons pour les moines et d'un pavillon sur la propriété d'un monastère. Les villageois s'occupent de l'endroit de façon bénévole, ils plantent et nettoient. Il existe aussi un temple de village où l'on garde des animaux et on fait pousser du bambou. Le moine a reçu le terrain et en a fait un lieu de méditation et de rencontre. En outre, les villageois viennent récolter des pousses de bambou qui sont un complément alimentaire. Enfin, en expression de leur gratitude à Thavorn les villageois ont établi quatre lieux, abritant un monument et un espace ouvert de culte.

Avant l'arrivée de Thavorn au village, de nombreux villageois étaient endettés suite à l'achat de produits chimiques pour le secteur de l'agriculture et l'usage intensif d'engrais et d'herbicides a provoqué une dégradation de l'environnement. Aussi Thavorn a-t-il encouragé l'agriculture biologique qui préserve les économies des ménages mais aussi la santé des agriculteurs. En parallèle, la qualité de la chaîne écologique s'est améliorée et les habitants peuvent ramasser des crabes et des insectes dans les rizières pour compléter leur alimentation.

L'horticulture réduit les frais d'achats de produits alimentaires et de déplacement. Les villageois plantent des récoltes autour de leurs clôtures. Les familles pouvant échanger des produits sur la base de leurs besoins, elles se préoccupent de leurs voisins, ce qui augmente l'empathie et crée de bonnes relations au sein de la communauté.

Enfin, la gestion des parcelles est mise oeuvre par la division des terres en différents espaces pour la subsistance des villageois tout en conservant les pratiques spirituelles et de préservation de l'environnement. Les espaces publics sont transformés pour la pratique de l'agriculture et une zone tampon sert à protéger la zone marécageuse à risque pour l'agrandissement du village. Cela permet de protéger l'environnement en dédiant différents sites à la méditation, au bétail et à la banque des buffles et à l'espace de réunion et de stockage des produits alimentaires. La répartition en zones est une application du principe de modération selon lequel on produit suffisamment pour vivre, tout en préservant l'intégrité de l'environnement.

Agents concernés, bénéficiaires et processus participatifs

Agents concernés et bénéficiaires

La PEA répond aux politiques officielles de développement recommandées par l'administration publique à travers un bureau administratif local et une unité agricole de district. Cependant, sa mise en oeuvre est largement autonome et se base sur l'enthousiasme d'un moine bouddhiste qui coopère avec le directeur de l'école et avec le chef du village. Les différents projets bénéficient non seulement aux habitants du village mais ils impliquent aussi tout un réseau de

villages voisins. Ainsi, la coopérative basée à Non Sila Leng compte actuellement 2 135 membres, nombre qui dépasse largement la population du village. Grâce à la production de la rizerie, la production agricole pénètre le marché national et international.

Processus participatifs et financement

L'accent est mis sur la gestion collective du processus de production et sur une éthique de partage et d'empathie. La participation est enracinée dans la gestion collective de la coopérative, de la rizerie et de la banque de bétail. Le modèle fondamental de participation est emprunté au fonctionnement du temple bouddhiste. Les personnes font périodiquement des efforts collectifs pour vivre et afficher les principes de la PEA. Le chef du village et les villageois tissent une relation horizontale au lieu d'une relation hiérarchique. Ils connaissent les problèmes auxquels le village doit faire face et ils conviennent de travailler ensemble pour trouver une solution de développement dans le respect des principes de la PEA. Le succès de cet effort de développement communautaire est attribué au travail d'un leader moral qui ne représente pas directement une institution. La coopération informelle entre le village, l'école et le temple joue un rôle clé dans la planification communautaire.

Les projets menés dans le village s'autofinancent en grande partie. En 1979, le moine bouddhiste a créé une fondation et le projet qu'il a démarré était placé sous le parrainage du monarque qui a autorisé la création de la rizerie.

Principaux résultats et réalisation

Principaux résultats et obstacles

Principaux résultats et réalisations

Dans son ensemble, la PEA est une pratique qui soutient l'autonomie financière et productive de la communauté villageoise, tout en développant une économie durable sur le plan environnemental et en incluant tous les membres de la communauté dans les processus de production et de gestion. Ainsi, le principe bouddhiste de l'empathie et du respect des personnes et de l'environnement constitue un fondement éthique. Les dépenses des ménages ont également diminué et des économies sont réalisées grâce à la distribution de riz en gros à la rizerie. Cette dernière permet de réduire le nombre d'intermédiaires intervenant dans la chaîne de production, au détriment des communautés locales. La banque de bétail, avec son système de prêt de vaches pour la traction ou la fertilisation, a connu un grand succès et son modèle a commencé à être reproduit dans toute la région. On peut dire la même chose du travail de la coopérative agricole, qui approvisionne les paysans de la région Nord-est en riz, semences et engrais organique. De façon générale, la PSA s'est avérée un outil puissant d'inclusion économique basé sur les principes de la participation communautaire et du transfert participatif des connaissances.

Principaux défis et transposition de la politique dans d'autres contextes

La coopération entre le bureau de l'administration locale et la communauté villageoise a fait l'objet de quelques frictions, selon le moine bouddhiste qui en est le leader spirituel. Ces frictions sont dues à la confrontation entre l'approche moderne et laïque de l'administration et l'importance spirituelle du développement communautaire du village. L'intervention institutionnelle du gouvernement ne semble pas comprendre la sensibilité spirituelle liée à la mise en œuvre de la politique sur le terrain. La PEA a aussi été institutionnalisée dans le passé

par les gouvernements militaires qui l'ont utilisée comme modèle économique pour couvrir des pratiques corrompues.

Ces problèmes liés au fait que la PEA se situe à l'interface du gouvernement, de l'administration et des communautés locales, révèlent aussi les conditions de la possibilité de transposer de la politique. Selon des personnes situées au niveau local, le transfert de la PEA exige de repenser un modèle spirituel de développement communautaire dans lequel les questions économiques, sociales et spirituelles sont étroitement liées.

En savoir plus

Ce cas a été rédigé en 2007 par Pechladda Pechpakdee, Programme de recherche doctorale, Unité de planification du développement, University College London, sous la supervision du professeur Cabannes, avec le soutien de Yasar Adnan Adanali, de l'unité de planification du développement (DPU) de l'University College Londres (Royaume Uni).

Tous les cas rédigés en 2007, dont celui-ci, ont été revus par un comité de rédaction de DPU composé d'Ernesto Jose Lopez Morales, Sonia Roitman, Michelle Pletsch, Steffen Lajoie, Luisa Dornelas, Iyad Issa et Pechladda Pechpakdee.

Le texte original a été adapté au format standard de l'Observatoire de la CISDP en 2010 par le Dr. Clemens Zobel du Centre d'études sociales de l'université de Coimbra au Portugal.

Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Page web: <https://www.uclg-cisd.org/>

Coordonnées: cisd1@uclg.org | +34 933 42 87 70

Références bibliographiques

.